

Les discours religieux et l'espace public

A propos de l'article de Norbert Campagna sur le discours religieux dans l'espace public paru dans le dernier numéro de forum¹, voici quelques remarques critiques destinées à servir la rigueur du débat.

André
Hoffmann

Il y a public et public

1. « *Le discours religieux a sa place sur la place publique.* » Après avoir – fort justement – souligné que la croyance religieuse est un choix purement individuel, Norbert Campagna s'en prend assez violemment à une « *nouvelle sorte de fanatisme* » qui voudrait « *que le discours religieux ou d'inspiration religieuse doit être relégué dans la sphère privée* ». Qui pourrait bien être visé par cette accusation ? « *L'obscurantisme laïciste* » ? (C'est quoi, au juste ?) « *Les adversaires fanatiques du discours religieux* » ? Et, dans tout cet amalgame, donc aussi les défenseurs de la laïcité de l'État ? L'auteur aurait-il vraiment entendu des voix exigeant la fermeture des églises ou l'interdiction des processions religieuses ? Quand Jean Jaurès, de même que la loi française de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État et encore les défenseurs d'un État laïque aujourd'hui affirment que le choix religieux est un choix privé, ils n'entendent pas autre chose que l'exigence de la neutralité de l'État par rapport aux convictions religieuses et philosophiques de ses citoyens. Norbert Campagna souligne bien que « *la décision de croire* » (s'agit-il d'ailleurs vraiment toujours d'une décision ?) « *ne saurait faire l'objet d'un devoir imposé [...] par une autorité publique, civile ou religieuse...* ». N'aurait-il pas dû, en toute logique, préciser que l'adhésion à une croyance religieuse ou une conviction philosophique ne saurait non plus faire l'objet d'une discrimination ni positive (donc d'un privilège) ni négative de la part de « *l'autorité publique* », donc de l'État ? Et donc se rallier à celles et à ceux qui ne demandent rien d'autre que la neutralité de l'État en matière de convictions personnelles – qui serait conforme,

d'ailleurs, au principe de non-discrimination inscrit dans tant de constitutions nationales et de conventions internationales.

2. Public n'est pas public : J'ai bien l'impression que l'auteur mélange ou confond deux sens différents du terme « *public* ». L'espace public (« *der öffentliche Raum* ») n'est pas la *res publica* au sens de l'État. Refuser l'intervention « *publique* » de l'État en matière de convictions, donc exiger sa « *laïcité* », ne signifie évidemment pas interdire à ces convictions l'accès à l'espace public. Ce serait d'ailleurs une contradiction performative, puisque ce serait vouloir interdire ce qu'on serait en train de faire : à savoir faire entendre sa voix sur la place publique. A propos du débat sur l'enseignement catholique dans l'école publique, le président du Parti chrétien-social avait déjà joué sur ce double sens du terme – pour des raisons que je ne voudrais pas imputer à Norbert Campagna.

3. D'ailleurs le « *discours religieux* » serait-il à tel point absent de la place publique, à peine visible et audible, que sa défense dût être la première des priorités ? Ne serait-il pas plutôt omniprésent sur la « *place publique* » – du moins dans notre pays ? Et l'audibilité des autres discours ne serait-elle donc peut-être pas une exigence plus urgente ? Le plus grand parti politique représente explicitement une croyance religieuse (voire une confession), le plus grand quotidien du pays appartient à l'Église catholique et ses dirigeants se permettent de mélanger sans scrupules déontologiques les genres religieux et politiques, et l'Église catholique elle-même ne manque certainement pas de mobilité et de visibilité sur la « *place publique* ».

Mettre le discours religieux sur le même pied que le discours scientifique risque de justifier les pires dérives (et non seulement dans les discours).

Encore une fois, si cette position dominante mérite une sérieuse mise en question, il n'est pas question d'interdiction.

Des discours religieux

4. « LE » discours religieux est une mauvaise abstraction. La réalité, c'est une multiplicité de discours religieux ou d'inspiration religieuse fort variés et contradictoires. Et parmi ceux-là, il y en a auxquels je prête volontiers mon oreille (sans adhérer à leur contenu), il y en a d'autres qui me font dresser les cheveux sur la tête – et il y en a qui suscitent même dans nos pays démocratiques des poursuites judiciaires en relation avec leur contenu ou avec les pratiques qui y sont liées. A l'intérieur même d'une Eglise ou d'une confession, l'éventail est considérable. Je ne confondrai jamais le discours des évêques catholiques bénissant les discours fascistes avec celui du prêtre courageux qui risque sa vie en sauvant des enfants juifs.

5. « *Aucun discours ne détient toute la vérité.* » Il n'y a pas de vérité absolue (sauf celle-là ?) – bien sûr, et il ne faut donc pas « *'absolutiser' un type de discours et un type de rationalité* ». Mais : attention à la marche ! Mettre le discours religieux sur le même pied que le discours scientifique risque de justifier les pires dérives (et non seulement dans les discours). Que le savoir ne soit jamais définitif, ni absolu, que le monde soit toujours plus complexe que notre compréhension du moment, que des zones d'inconnu et de non-expliqué demeurent toujours, tout cela n'implique pas que la croyance et le savoir (si imparfait fût-il) se valent. Je n'admettrai jamais que le discours religieux du créationnisme, par exemple, soit considéré par rapport à la biologie de l'évolution simplement comme un « *autre type de rationalité* ». Ou que la proposition que la terre tourne autour du soleil soit une vérité équivalente au dogme de l'assomption de Marie.

6. Ce qui soulève une question fondamentale : dans le débat public sur la « place publique », devant aboutir éventuellement à des décisions publiques, quel genre d'arguments peuvent légitimer une telle décision dans une démocratie pluraliste ? Jürgen Habermas, qui lui aussi défend le droit des religions à la participation au débat public, a pourtant insisté sur une restriction importante : la séparation de l'Etat et de l'Eglise exige une sorte de filtre entre la sphère de l'espace public et celle des institutions publiques où sont prises des décisions publiques ; et les arguments destinés à peser sur ces décisions publiques doivent être formulés dans un langage accessible à tous les citoyens, c'est-à-dire non religieux². Pour reprendre un exemple évoqué par Norbert Campagna (malheureusement d'une manière trop polémique) : dans un débat public sur la législation (publique) concernant l'interruption de grossesse, moi, non-croyant, je suis à même de comprendre l'argument d'un croyant (ou d'un non-croyant) qu'il faut protéger

la vie humaine sans restrictions, et je suis à même de débattre avec lui sur le terrain d'un « *type de rationalité* » qui nous est commun. Par contre, s'il m'avance comme argument les commandements de son dieu ou les interdits de sa religion, il s'enferme dans sa foi et m'exclut du débat.

De l'apport des grandes religions

7. Par ailleurs, avec tout mon respect, j'ai vraiment du mal à saisir en quoi les « *grandes religions* » pourraient « *faire apparaître des aspects nouveaux* » – nouveaux ! – dans des débats actuels concernant les technologies biologiques nouvelles comme le clonage. Les innovations conceptuelles, éthiques ou autres, ont été affirmées plus souvent contre les religions établies et leurs institutions qu'avec leur soutien. Certes, je ne nierai pas que certains textes religieux sont une source de sagesse morale (notamment certains passages des Evangiles), ni que des croyances et institutions religieuses, tendances dissidentes incluses, aient joué, à certaines époques, un rôle civilisateur, voire moralisateur. Ni que ces institutions, leurs représentants (et les dissidents) n'aient parfois illuminé le monde par de belles paroles et actions d'humanité. Mais il y a le revers de la médaille. Que d'horribles discours, que de pratiques inhumaines dans l'histoire réelle des « *grandes* » religions monothéistes, et notamment de l'Eglise catholique ! Et c'est en général **contre elle** que les « *innovations* » majeures, la libération de la pensée, le savoir sur la réalité du monde et de l'être humain, de même que les valeurs d'un humanisme éclairé ont dû être affirmées. Pourtant, jusqu'à nos jours, et malgré l'*aggiornamento* des années 1960, les représentants de cette Eglise n'ont pas abandonné la prétention exorbitante (voire totalitaire) au monopole du Vrai et du Bien. Il suffit de lire quelques paroles du pape actuel ou (plus près de nous) certains éditoriaux du *Wort*.

La question du « sens »

8. Norbert Campagna affirme que « *le discours religieux dérange aujourd'hui* », parce qu'« *il rappelle l'être humain à la question du sens* ». Passons sur ma franche irritation face à ce mépris implicite de toute personne non croyante... D'abord : le « *sens* » n'est pas un concept simple. Le sens de la rue (« *Richtung* »), le sens d'un mot, c'est assez clair. Appliqué au monde, à la vie ou à l'être humain, le concept (ou ne faudrait-il pas dire : la métaphore) ne saurait être utilisé qu'avec beaucoup de circonspection. Ensuite : les grandes religions monothéistes nous proposent (ou imposent) d'une part une vision téléologique du « *sens* » (du genre : Dieu m'a créé pour le servir), et c'est donc au fond la métaphore du sens = direction ; et, d'autre part, une conception hétéronome de l'être humain : ce sont des lois imposées d'en haut qui donnent sens à ma vie et au monde. Or qu'il me

Les innovations conceptuelles, éthiques ou autres, ont été affirmées plus souvent contre les religions établies et leurs institutions qu'avec leur soutien.

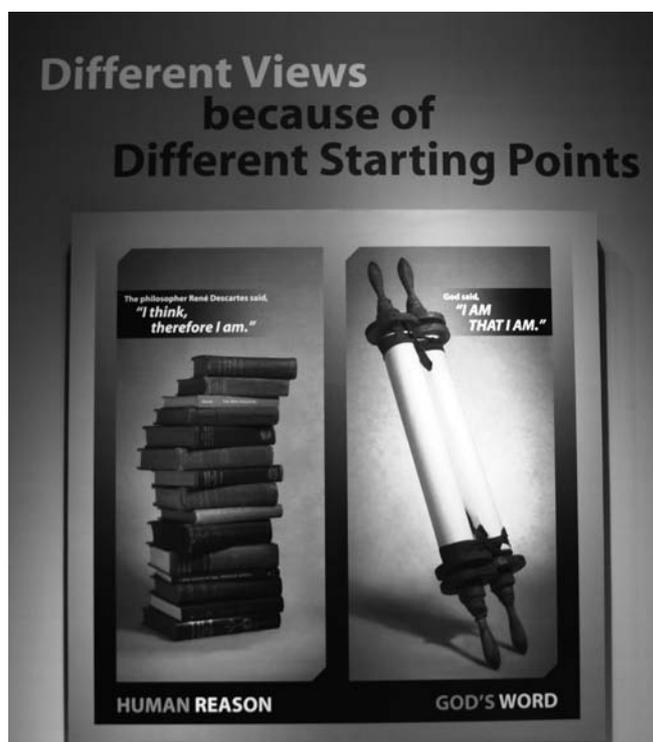
soit permis de ne pas croire aux « causes finales », ni de me soumettre à des lois surnaturelles. Le sens – entendu comme « signification » – permet des « interprétations » (autant que possible autonomes, ouvertes, plurielles, non téléologiques) de notre vie, de l'existence humaine, du monde... Et il serait souhaitable que ces interprétations ne s'éloignent pas trop du savoir que nous possédons ou que nous pourrions posséder (avec les restrictions évoquées plus haut) sur l'être humain et le monde. Ainsi, personnellement, parmi les quelques « sens » que j'oserais attribuer prudemment à ma vie pourrait figurer précisément la libération de l'illusion religieuse (une libération que je ne voudrais pas pour autant imposer à qui que ce soit) – aussi grâce à des savoirs. L'auteur, par contre, paraît vouloir nous imposer des alternatives du genre : la religion ou le nihilisme égoïste, la transcendance (d'une divinité !) ou le repli sur soi – alternatives que je refuse et que je croyais sincèrement dépassées parmi les esprits éclairés.

Les religions à l'école ?

9. « A l'heure actuelle, il me semble que le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, la religion orthodoxe et l'islam devraient pouvoir être présents dans le cadre de l'école publique. » Tout dépend de ce que l'on entend par cette « présence » – ce que l'auteur ne précise pas. Aucun (ou presque) défenseur de la laïcité de l'État n'aurait une objection contre l'insertion de ces religions (et d'autres, comme le bouddhisme) dans les programmes de l'école publique – à condition que cela se fasse dans un

contexte de connaissances et de réflexion critique. Connaissances sur l'origine et le développement des religions et de leurs institutions dans le contexte historique et social, sans occulter les pages sombres ; lectures de textes, sans occulter les problèmes et les contradictions ; réflexion critique sur le fait religieux et la croyance ; étude des diverses critiques de la religion (ou des religions) – tout cela étendrait positivement l'horizon de connaissances de nos jeunes et développerait leur capacité de penser et de choisir librement. Cela peut se faire dans différentes branches : l'enseignement littéraire, l'histoire, l'instruction civique... ou encore dans un cours unique d'« éthique » ou de « philosophie pratique ». Par contre, une présence « missionnaire » (ouverte ou implicite) de quelque religion que ce soit – comme aujourd'hui le cours catholique (car c'est ce qu'il est !) – est contraire aux principes de non-discrimination et de neutralité de l'État évoqués plus haut. La multiplication de tels cours pour les différentes religions n'arrivera jamais à satisfaire à ces principes – et favoriserait, par ailleurs, une dangereuse communautarisation ou ségrégation culturelle de nos sociétés. La comparaison avec le cours de philosophie suggérée par l'auteur appelle trois restrictions : 1) je maintiens que le discours philosophique (rationnel) et le discours religieux n'appartiennent pas au même genre ; 2) le cours de philosophie n'implique aucune adhésion, il devrait au contraire susciter la réflexion critique ; 3) il y a un seul cours de philosophie pour tous les élèves, et non un cours « cartésien », un cours « spinoziste » ou « marxiste », etc., entre lesquels le jeune pourrait ou devrait choisir...

© Blue Fork



La paille et la poutre

La sévérité de Norbert Campagna pour « les adversaires fanatiques du discours religieux », pour des auteurs comme Michel Onfray (« consternant de naïveté ») ou Karlheinz Deschner (« les tirades bien connues ») ou en général pour les défenseurs de la laïcité (« l'obscurantisme laïciste »), sa condamnation implicite de l'athéisme franc doit s'accompagner d'une indulgence considérable pour l'histoire réelle des institutions religieuses, les discours et les actes réels de leurs représentants, auxquels j'ai fait de brèves allusions.

J'ai par ailleurs aussi souligné la sagesse que l'on peut trouver dans des textes religieux, une sagesse, il est vrai, qui n'exigerait aucun fondement religieux. En voici un bel exemple : « Qu'as-tu à regarder la paille qui est dans l'œil de ton frère ? Et la poutre qui est dans ton œil à toi, tu ne la remarques pas ? »³

¹ Norbert Campagna, « La religion, une affaire purement privée ? », in forum n° 272, décembre 2007

² Jürgen Habermas, « Die öffentliche Stimme der Religion », Blätter für deutsche und internationale Politik, 12'07, S. 1441ff.

³ L'Évangile selon saint Luc, 6, 39